

Inter Pares

B U L L E T I N

Vol. 23, N° 2, mars 2000

La citoyenneté privatisée

Un jeune étudiant canadien qui feuilleterait aujourd'hui un manuel de civisme du secondaire publié dans les années cinquante pourrait penser, à raison, qu'il s'agit d'un ouvrage de science fiction plutôt que d'histoire. Nous voilà, hélas, bien loin du temps où gouverner « responsable » signifiait droits et obligations réciproques entre l'État et les citoyens.

Sans préavis, sournoisement, nous avons glissé du rang de citoyens à celui « d'actionnaires », comme si la société n'était qu'une simple entreprise commerciale plutôt qu'un ensemble interactif de citoyens et de communautés. Nous sommes devenus des « clients payeurs » de nos gouvernements, comme si les services sociaux de base étaient des biens monnayables et non plus des droits attachés au statut de citoyen. Hôpitaux fermés, écoles closes, structures municipales de villes et d'agglomérations, dont certaines sont plus anciennes que le Canada, éclatées puis refusionnées: c'est l'œuvre de politiciens qui se perçoivent comme des gestionnaires d'entreprises plutôt que des serviteurs du bien public. L'éducation, les soins de santé et autres services sociaux de base, les routes et les autoroutes et même l'eau, l'une des ressources naturelles les plus importantes du Canada, tout est bon pour la privatisation. Ceux et celles qui se regroupent entre citoyens responsables pour promouvoir des priorités et des politiques sociales différentes sont écartés sous prétexte qu'ils représentent des « intérêts particuliers » ou parce qu'ils sont considérés comme une menace à l'ordre « démocratique » et au bon gouvernement.

Loin d'être propre au Canada, cette description s'applique pratiquement à tous les pays du monde. La situation est encore plus tragique dans les pays du Sud. Le combat pour créer des traditions sociales démocratiques similaires à celles dont les Canadiens ont bénéficié comme un droit de citoyenneté pendant des décennies, a connu un recul dramatique. L'objectif poursuivi par la politique économique actuelle est celui de la libéralisation; il s'agit, en somme, de libérer les entreprises

commerciales et financières internationales de la tutelle étatique à coup de déréglementation du commerce et de privatisation des fonctions sociales de l'État. Ce processus a perverti l'idéal qui veut que les gouvernements nationaux démocratiques promeuvent et protègent les intérêts communs de leurs citoyens. Par contre, il a permis aux entreprises privées de bénéficier de droits dont un simple citoyen ne peut se prévaloir.

L'idéologie économique dominante stipule que la logique de marché est le moteur de la société et non pas, au contraire, que c'est la logique sociétale elle-même qui détermine les mécanismes du marché et ceux de l'économie. Cette inversion fondamentale isole et marginalise ceux et celles qui sont déjà écartés des mécanismes du marché et prive de tout droit des pans entiers de sociétés – bien souvent la majorité de la population. L'abdication de l'État de son rôle de promoteur et de protecteur du bien-être social général,

...chaque personne et chaque communauté a droit à une qualité de vie humaine.

alliée à la privatisation des services sociaux, même les plus essentiels, permettent aux mieux nantis de payer pour tous les services qu'ils désirent – eau, électricité, éducation, soins médicaux, protection policière ou aide juridique – pendant que d'autres se retrouvent dénués même des ressources minimales nécessaires pour répondre aux besoins de base. Lorsqu'enfin, l'État intervient, ce n'est pas au nom de la citoyenneté mais plus par charité qu'il accorde assistance aux démunis. Cette nouvelle structure socio-économique renforce les disparités sociales car elle permet la privatisation et la transformation des droits fondamentaux des citoyens en biens offerts à ceux



Photo : Pedro Isztin

et celles qui ont les moyens de se les procurer.

Inter Pares considère que chaque personne a le « droit d'être ». Ce droit implique que chaque personne et chaque communauté a droit à une qualité de vie humaine. Chacun a droit à une vie digne et décente; chacun a le droit de développer son potentiel et ses qualités humaines. C'est plus que le droit de vivre avec un minimum de sécurité matérielle. C'est le droit de tous les citoyens d'être des individus épanouis, de participer pleinement à la vie d'une société libre et équitable, de résister à l'oppression et de promouvoir la justice.

Inter Pares existe afin d'initier et soutenir des actions en faveur des droits de chaque personne à vivre de façon créative et active, comme citoyen dans sa communauté, son pays et le monde. Ce Bulletin explore les efforts concertés de nos homologues qui cherchent, par leur militantisme et la défense de leurs convictions, à restaurer la responsabilité de l'État et les droits de citoyenneté.

Promouvoir la santé publique

Comme nombre de pays, les Philippines sont caractérisées par une société polarisée: d'un côté, ceux et celles qui peuvent s'offrir les privilèges de la citoyenneté, et, d'un autre, ceux et celles qui vivent en marge de celle-ci, travailleurs pauvres, chômeurs, déshérités et démunis. Ces derniers n'ont même plus accès aux services étatiques pourtant déjà dérisoires qui ont fait l'objet de luttes acharnées pour les faire valoir comme droits.

Cette polarisation est particulièrement aiguë pour le secteur de la santé, étant donné l'étendue du contrôle des entreprises nationales et étrangères et l'amenuisement du rôle de l'État dans la mise en place de structures publiques adéquates pour les services de soins de santé. Il n'est donc pas étonnant de constater que l'incidence des maladies infectieuses reste élevée à travers le pays. À titre d'exemple, les Philippines occupent le troisième rang mondial pour l'incidence de la tuberculose selon le Rapport sur le développement humain de 1998, publié par les Nations Unies.

Malgré cela, les dépenses de soins de santé ne constituent pas une priorité gouvernementale. Durant les années quatre-vingt, l'enveloppe de la santé ne dépassait pas 3 % du budget et 60 % du montant global était consacré à l'industrie pharmaceutique. En 1991, la décentralisation des pouvoirs a réduit davantage l'accès aux services publics de soins de santé puisque les autorités locales ont décidé de ne pas investir dans ce secteur. Aujourd'hui, les fonds publics destinés à la construction et à l'entretien des hôpitaux et dispensaires sont en baisse constante tandis que la pratique privée draine plus de 80 % des médecins et des dentistes.

Les entreprises pharmaceutiques, les hôpitaux et cliniques privés sont les premiers bénéficiaires de cette situation. Selon Likhaan, une organisation homologue d'Inter Pares et qui s'intéresse à la santé des femmes, « les produits et services de santé ne sont plus que des biens et activités lucratifs généralement vendus par de grandes sociétés pharmaceutiques étrangères ». Les marges de profit de ces entreprises varient entre 1 000 et 2 860 %. Il n'y a là rien de nouveau. Mais, il est inquiétant de voir que les progrès réalisés après 1987 pour renforcer la production

nationale et mettre au point des produits génériques, ce qui avait permis de réduire le prix des médicaments, de promouvoir l'industrie nationale et d'améliorer l'accès aux services de santé publique, sont maintenant menacés par des législations visant à poursuivre la déréglementation du secteur pharmaceutique.

Likhaan remet en question la politique de privatisation et prône la création d'un secteur public national pour les soins de santé. Avec l'appui d'Inter Pares, Likhaan met en œuvre un programme original de santé publique dans les quartiers les plus défavorisés de Manille, prouvant qu'il est possible de fournir des soins de santé primaires effectifs et effi-

caces dans les communautés. Likhaan joue aussi un rôle clé dans plusieurs coalitions d'organismes féministes et de santé qui exercent des pressions sur le gouvernement afin qu'il revise sa politique de privatisation et de déréglementation. Likhaan propose des politiques favorables aux soins de santé universels, garantis et subventionnés par l'État.

Pour Junice Demeterio-Melgar de Likhaan, « à l'ère de la mondialisation, une réforme véritable et responsable des soins de santé doit, à tout le moins, atténuer les effets pervers des inégalités sociales croissantes. Au mieux, elle doit aussi être l'instrument qui permettrait de corriger et d'éliminer ces inégalités ».

La jacinthe aquatique, les femmes e

Farida Akhter évoque souvent la jacinthe aquatique, plante que l'on trouve fréquemment dans les étangs et les rivières du Bangladesh. Farida explique que la jacinthe aquatique est de nature non hiérarchique. Elle ne pousse pas en hauteur mais elle s'étend et retient d'autres plantes ensemble. Elle se reproduit rapidement et peut couvrir de vastes étendues d'eau. Elle

est robuste et survit dans des sols boueux. C'est aussi une plante utile puisqu'elle apporte de l'ombre et des nutriments aux poissons et qu'elle peut être utilisée comme fourrage. La jacinthe aquatique écloit en une simple mais somptueuse fleur pourpre. C'est parce qu'elle est force, présence, nourriture et non-hiérarchie que Farida considère que la jacinthe aquatique représente bien le mouvement des femmes au Bangladesh.

En 1999, Farida et d'autres membres du mouvement des femmes du Bangladesh ont décidé d'organiser un salon national du livre féminin. Les salons du livre sont monnaie courante au Bangladesh mais les livres écrits par des femmes y sont peu représentés, en dépit de l'existence d'une riche tradition littéraire féminine dans le pays. Dans une société traditionnelle qui confine les femmes à leurs maisons, les relègue dans la sphère domestique et leur dénie les droits citoyens les plus élémentaires, les femmes ont trouvé une échappatoire à leur isolement dans l'écriture de contes et de poèmes. Au fur et à mesure qu'elles ont surmonté les obstacles à leur participation à la vie de la société, leur littérature a gagné en visibilité, devenant plus accessible au public.

Farida et ses collègues étaient résolues à organiser un salon qui ne se limiterait pas à présenter des ouvrages écrits par des femmes mais qui serait aussi un forum où



Au Mali : citoyenneté rime avec paix

L'isolement, les difficultés et les exploits des habitants de Tombouctou et du désert avoisinant sont légendaires. Mais, au delà des mythes et du mystère qui planent au-dessus de cette terre maïenne et pour ceux dont elle est le foyer, l'isolement géographique, social et politique a été une source de conflits et un obstacle à la participation à la gouvernance du pays.

Comme beaucoup de pays africains ploquant sous le fardeau de la dette et souffrant des séquelles du colonialisme, le Mali doit surmonter d'énormes difficultés pour parvenir à la démocratisation et à l'élimination de la pauvreté. Faute d'infra-

structures socio-économiques, il ne peut appuyer les initiatives de développement local lancées par des communautés qui ont du mal à survivre. De plus, les programmes d'ajustement économique imposés par les bailleurs de fonds étrangers continuent de limiter les dépenses du gouvernement dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services sociaux de base qui sont des facteurs essentiels pour une paix durable.

Pendant de nombreuses années, les agences de développement ont tenté de combler ces lacunes par des programmes d'assistance aux pauvres. Bien que certains aient connu un succès relatif sur le court terme, dans l'ensemble, ils ne se sont pas attaqués aux causes de la pauvreté. Moins nombreux encore sont ceux qui ont reconnu et promu les droits des personnes pauvres à déterminer leur avenir de citoyens par la participation au processus décisionnel local et la mise en place de gouvernements responsables et représentatifs.

ACORD, l'homologue d'Inter Pares en Afrique, est présente dans le nord du Mali depuis vingt ans, sans interruption, malgré les périodes de conflit. Au cours de ces années, ACORD a enregistré plusieurs succès dans les domaines de l'alphabétisation, de la formation agricole, du crédit rotatif, de la gestion de l'eau, tout en se taillant la réputation d'un agent sérieux et respectable du développement social local. Malgré cela, à l'heure du bilan, l'équipe

d'ACORD à Tombouctou se demandait si ses activités avaient été bien orientées.

Après discussion avec des associations citoyennes locales, l'équipe a conclu que, pour promouvoir le développement économique et une démocratie locale authentique, ACORD devait avant tout aider les citoyens à identifier leurs intérêts et leurs besoins essentiels, puis, à s'organiser pour faire valoir pacifiquement, auprès des autorités gouvernementales, leur point de vue et les solutions qu'ils proposent pour régler les problèmes de la communauté.

Travaillant auprès des associations féminines locales, des paysans et des bergers, les membres d'ACORD ont organisé des séminaires, des visites communautaires et des ateliers pour permettre aux citoyens de tracer les axes de développement de la région. Ensemble, ils ont élaboré de nouvelles priorités pour l'éducation des citoyens et l'appui aux associations communautaires. Aujourd'hui, les coopératives locales, les organisations féminines, les sociétés de crédit, les associations communautaires et même les fonctionnaires locaux s'associent aux activités d'ACORD pour renforcer leurs capacités de gestion, planification et recherche-action et pour trouver des solutions aux problèmes rencontrés. Il en résulte un dialogue constructif entre les membres de la société civile et les autorités locales pour promouvoir la planification du développement régional et le règlement pacifique des conflits.

et la citoyenneté

elles pourraient discuter. Lorsque l'idée du salon a été connue, des femmes de tout le pays ont exprimé leur enthousiasme. Des centaines se sont portées volontaires pour participer à l'organisation. Des écrivaines ont apporté leurs manuscrits, publiés ou pas.

Le salon s'est tenu durant sept jours au mois de décembre. Plus de 3 000 femmes y ont participé et pas moins de 10 000 livres écrits par des femmes y ont été présentés. Ont assisté au salon des femmes de tous horizons : paysannes, femmes au foyer, travailleuses d'usines, membres de professions libérales. Le salon du livre est également devenu un événement culturel où les femmes ont partagé leurs histoires par la récitation de poèmes, la chanson et la danse.

Comme Farida l'explique, « c'était une expérience formidable! Les femmes se sont retrouvées parce qu'elles savent que l'on fait bien peu de cas de leur point de vue. Nous affirmons que nous voulons être des citoyennes au même titre que les hommes, que nous voulons être éligibles au parlement et que nous voulons exprimer notre avis dans le domaine public ».

Farida et ses collègues ont l'intention d'organiser un deuxième salon probablement dans deux ans. En attendant, l'image géante de la jacinthe aquatique pourpre qui ornait l'entrée du salon a été soigneusement rangée jusqu'à la prochaine occasion.



Un employé d'ACORD soulève l'importance du concept de citoyenneté lors de la conférence des ONG sur la paix.

Refaire le monde

Comme le montrent les articles de ce *Bulletin*, les organisations populaires se mobilisent de plus en plus et des groupes aux intérêts divers s'unissent dans l'action dissidente, la résistance et la recherche de nouvelles solutions faisant ainsi contrepoids aux effets de la mondialisation économique et à l'érosion des droits des citoyens. Des communautés se regroupent afin d'analyser leur situation et envisager des solutions locales aux crises auxquelles elles font face. Nombreux sont ceux et celles qui rejettent la privatisation de la citoyenneté et qui réaffirment le droit et le devoir des citoyens d'influencer leurs gouvernements et de les rendre imputables. On assiste ainsi à l'émergence de nouvelles solidarités. Ce processus permet de renforcer les liens existant entre les citoyens et les groupes de citoyens sur les plans local, national, régional et international. Des progrès formidables ont été accomplis pour une reprise en main de leur avenir par les citoyens, et c'est justement là que s'inscrit le rôle des organismes du secteur bénévole qui, comme Inter Pares, prennent une part active à l'effervescence actuelle.

Le rôle essentiel du secteur bénévole n'est pas la prestation de services, ni l'assistance technique. Ce sont pourtant les voies empruntées par nombre d'organismes non-gouvernementaux dans les pays du Nord, avec la bénédiction de l'État et des entreprises commanditaires, ce qui nous détourne de notre raison d'être. Le secteur bénévole doit être le lieu privilégié de la résistance et de la dissidence organisée face aux excès du marché et aux privilèges, que ceux-ci soient rattachés à la classe, à la race ou au sexe. Ce secteur doit également être le catalyseur du changement et de l'innovation sociale. Nous avons un rôle indispensable à jouer en créant des espaces où les gens peuvent se rejoindre afin de partager leurs expériences et développer des propositions nouvelles quant à la façon dont leurs collectivités et le monde doivent être construits. C'est donc au moment où les organismes du secteur bénévole sont appelés à jouer un rôle essentiel, porteur d'innovation et de changement, que les membres établis de ce secteur sont distraits par un « réalisme » d'un genre nouveau et par l'adaptation pragmatique à cette nouvelle réalité.

Le dilemme de toute organisation militante, sur le plan national ou international, réside en ce que les organismes du secteur bénévole sont devenus aujourd'hui partie prenante d'un système international que ces mêmes organismes s'étaient engagés à réformer. Cette situation permet aux États d'abandonner leurs responsabilités

sociales et finit par écorcher les droits fondamentaux des citoyens. Le rôle du secteur bénévole se résume trop souvent à ne « corriger que les pires abus » d'un système considéré par un grand nombre comme étant incontournable. On concentre alors l'action sur les soins aux laissés-pour-compte, à ceux et celles qu'on dit mal préparés pour faire face aux exigences du système ou qui ne peuvent s'y adapter. Ce faisant, le secteur bénévole court le risque de se voir transformé en un immense organisme caritatif, partenaire d'un État aux prérogatives réduites et au service de l'entreprise privée qui subventionne les activités caritatives à des fins publicitaires. Non seulement dans ce système les individus sont-ils définis en terme de valeur marchande, mais la pauvreté elle-même est mise en marché. Et il en va de même des organisations bénévoles, celles-là mêmes qui incarnaient au départ l'expression d'une participation culturelle et politique originale. On ne parle plus de changement mais de charité. Cette mentalité va de soi; ceux qui la contestent sont irréalistes, déraisonnables et dépassés... des marginaux, quoi!

Mais, nous, militants engagés dans la transformation sociale ne devons pas nous

considérer comme marginaux et ne devons pas tolérer qu'on veuille nous mettre de côté. Le monde n'est pas comme il devrait être si l'on veut qu'il veuille au bien-être et à la prospérité de l'humanité. Il *peut* évoluer mais cela ne se fera que par la participation directe des citoyens qui auront pensé les solutions et qui se seront mobilisés pour avancer leurs propositions dans le débat qui se déroule sur cette scène si diverse qu'est la société civile.

Donner souffle et profondeur à des idées nouvelles et innovatrices visant à protéger et développer des sociétés créatives, vibrantes, tolérantes, bienveillantes et dynamiques, tel doit être le rôle du secteur bénévole. Il doit favoriser le soutien mutuel et la solidarité sociale, promouvoir la responsabilité et la réciprocité au sein de la société, appuyer et mobiliser les citoyens quand l'intérêt de la communauté l'exige. Ce rôle se résume à la participation et au militantisme; c'est l'essence même de la citoyenneté.

Inter Pares est convaincue que ce rôle n'est pas seulement nécessaire mais qu'il est aussi possible. Nous nous engageons à le jouer!

Faire des Vagues : Les citoyens revendiquent leurs droits sur l'eau

Seuls les membres des communautés locales connaissent les effets de la perte d'emplois ou de fermes lorsque les grosses entreprises mettent la main sur les ressources hydrauliques ou bien lorsqu'elles sont détournées pour le bénéfice d'utilisateurs lointains. Il s'agit de comprendre que les citoyens membres des communautés locales sont les premiers « gardiens » des lacs, des rivières et des eaux souterraines dont leur vie et leur subsistance dépendent.

Maude Barlow

Blue Gold: The Global Water Crisis and the Commodification of the World's Water Supply

Qui possède l'eau? À qui profite sa privatisation? De quel droit les entreprises peuvent-elles bénéficier de son commerce? Quel est le rôle de l'État dans la protection et la répartition de cette précieuse ressource?

Voici quelques questions que Maude Barlow, présidente du Conseil des Canadiens, pose dans *Blue Gold*, un rapport sur la crise mondiale de l'eau et sur les efforts des citoyens pour contrer la transformation de l'eau en un bien commercial.

Pour obtenir une copie du rapport, appeler International Forum on Globalization au 415-771-3394, écrire au 1555 Pacific Ave., San Francisco, CA 94109, ou visiter le site web au www.ifg.org.



Parallèlement à l'élargissement des droits du capital privé au cours des années, le droit de regard des communautés sur l'utilisation des ressources locales et leur pouvoir de les gérer se sont réduits. Néanmoins, Maude Barlow considère que les citoyens et les communautés locales sont les meilleurs défenseurs et conservateurs de cette ressource non renouvelable qu'est l'eau. Le rapport décrit les mesures qui peuvent être prises pour préserver les ressources hydrauliques et les protéger ou les reprendre des entreprises commerciales.

